



Première Rencontre Nationale, 2 février 2010

Chantier **Elaborer et diffuser un langage de la preuve**¹

A) LA VISION ET LES ENJEUX

Etre reconnu pour ce que l'on fait plutôt que pour ce que l'on est, pour convaincre au-delà des cercles d'initiés : cela implique de développer un langage de la preuve des pratiques et des impacts des entreprises sociales.

Preuve de leur impact social, sociétal ou écologique. De leur efficacité économique. De leur lucrativité limitée. De leur engagement démocratique. Bref, preuves de leur exemplarité. **L'entrepreneuriat social ne se décrète pas, il se démontre !** 3 sujets clés, liés, à traiter :

- **La mesure de la performance sociale**, impliquant la construction d'un référentiel partagé établissant notamment des jeux d'indicateurs par secteurs d'activité et des niveaux d'utilité sociale. Entre une mesure strictement monétaire (SROI) et des méthodes trop spécifiques et complexes pour une diffusion à grande échelle (évaluation utilité sociale ESS), quelle voie intermédiaire explorer ?

- La mesure du **retour sur investissement** (public et privé) dans les entreprises sociales : on sait par ex. désormais qu'un euro public investi dans des structures d'insertion par l'activité économique rapporte 2 à 3 € en retour (économies sur dépenses sociales, impôts et taxes supplémentaires...).

- Enfin, Il faut mieux **comparer** le « retour sur investissement » des financements publics, par exemple ceux dédiés à l'économie sociale et solidaire, et celui des aides diverses accordées par l'Etat ou les collectivités aux entreprises classiques - aides dont l'efficacité et la pertinence n'ont d'ailleurs jamais été sérieusement évaluées, malgré leur importance (65 milliards).

A une période où les déficits explosent (140 Md€, 8 % de déficits publics), il faut développer un langage de la preuve comparatif et plaider pour **l'introduction de critères sociaux et écologiques** dans les aides publiques attribuées aux entreprises.

B) QUELLE(S) ACTION(S) OPERATIONNELLE(S) MENER JUSQU'AU CONGRES, LE 1ER JUILLET ?

Premières propositions, pour nourrir la discussion

i) Identifier et formaliser 3 à 5 bonnes pratiques d'adhérents du Mouvement, en matière de langage de la preuve, en mobilisant des groupes d'étudiants.

ii) Construire 1 argumentaire « investir dans l'entrepreneuriat social pour créer des emplois durables et socialement utiles », à l'échelle d'un territoire ou d'un secteur d'activité. *Emplois & activités créées pour X millions d'euros d'investissement public et/ou privé.*

iii) Elaborer un référentiel partagé de performance sociale **sur un secteur d'activité**, en s'inspirant de pratiques existantes (ex. France Active).

iv) Faire un bilan des différentes méthodologies existantes et réfléchir aux conditions de mise en œuvre d'une voie de synthèse, qui reprenne le meilleur des approches :

- Social Return on Investment (SROI) : travaux Ashoka / [ESSEC](#) / [la New Economics Foundation](#), etc.
- Outils d'évaluation de l'utilité sociale ESS : [Devuse](#) / [Guide Avise](#) / [Travaux CRES LR](#) / [Bilan sociétal](#), etc.
- Outils économie classique RSE : [1000NR](#), [performance globale CJD](#), [norme ISO 26 000](#), etc.

¹ Cet atelier est nourri par les travaux du Labo de l'ESS, www.lalabo-ess.org, think tank pour une autre économie.